

# **COMMUNICATION FINANCIERE**

---

COMPTES CONSOLIDÉS  
31 DECEMBRE 2021

---

COMPTES SOCIAUX  
31 DECEMBRE 2021

Tour Mamounia, Place Moulay  
El Hassan, Rabat - Maroc  
Tél. : 05 37 66 52 52  
Fax : 05 37 66 52 00  
[comfin@cdgcapital.ma](mailto:comfin@cdgcapital.ma)  
[www.cdgcapital.ma](http://www.cdgcapital.ma)

**NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS****NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES****RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2021 est optionnelle.

**BASES DE PRÉSENTATION**

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

**NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION**

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Décembre 2021, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2021		31/12/2020		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

**NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêt, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

**Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui

implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

**Actifs financiers au coût amorti**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

**Dépréciation des instruments financiers**

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

**Augmentation significative du risque de crédit**

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

**Définition du défaut**

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

**Mesure des pertes de crédit attendues**

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

**Informations prospectives**

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

**Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

**3.2 IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

**- Immeubles et constructions :**

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
<b>COMPOSANTS</b>	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	<b>DUREE D'UTILITE</b>	70 ans	30 ans	15 ans

**- Autres immobilisations corporelles :**

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

**Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

**3.3 CONTRATS DE LOCATION**

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

**3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES**

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

**3.5 IMPOTS DIFFERES**

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

**3.6 COUT DU RISQUE**

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

**3.7 PROVISIONS**

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

**NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	430 424	73 027
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	9 170 957	7 215 827
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 641 775	6 702 718
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 529 182	513 109
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 582 517	2 176 617
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 533 244	2 127 344
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	4 308	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	608 498	710 951
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 130 248	739 330
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		3 200	4 871
Actifs d'impôt différé		14 302	17 106
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 317 844	821 022
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.1.8	88 037	92 890
Immobilisations incorporelles	5.1.9	72 032	58 000
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>15 520 603</b>	<b>12 007 876</b>

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2021		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	370	-	370	-
Banques Centrales, trésor public, Service des chèques postaux	430 054	-	72 656	-
<b>Total</b>	<b>430 424</b>	<b>-</b>	<b>73 027</b>	<b>-</b>

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>-</b>	<b>7 641 775</b>	<b>-</b>	<b>7 641 775</b>	<b>-</b>	<b>6 702 718</b>	<b>-</b>	<b>6 702 718</b>
Bons du Trésor	-	6 590 776	-	6 590 776	-	4 483 407	-	4 483 407
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	886 937	-	886 937	-	2 110 455	-	2 110 455
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	164 061	-	164 061	-	108 855	-	108 855
<b>Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 395 886</b>	<b>131 884</b>	<b>1 413</b>	<b>1 529 182</b>	<b>379 492</b>	<b>132 205</b>	<b>1 412</b>	<b>513 109</b>
<b>Total</b>	<b>1 395 886</b>	<b>7 773 658</b>	<b>1 413</b>	<b>9 170 957</b>	<b>379 492</b>	<b>6 834 923</b>	<b>1 412</b>	<b>7 215 827</b>

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*</b>								
<b>Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables</b>	<b>-</b>	<b>2 533 244</b>	<b>-</b>	<b>2 533 244</b>	<b>-</b>	<b>2 127 344</b>	<b>-</b>	<b>2 127 344</b>
Bons du Trésor	-	886 994	-	886 994	-	527 190	-	527 190
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 646 250	-	1 646 250	-	1 600 153	-	1 600 153
<b>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49 274</b>	<b>49 274</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49 274</b>	<b>49 274</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>2 533 244</b>	<b>49 274</b>	<b>2 582 517</b>	<b>-</b>	<b>2 127 344</b>	<b>49 274</b>	<b>2 176 617</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9</b>								
Encours bruts	2 551 016	-	-	2 551 016	2 086 081	56 832	-	2 142 913
Dépréciations	17 772	-	-	17 772	11 261	4 309	-	15 569
<b>Net</b>	<b>2 533 244</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 533 244</b>	<b>2 074 820</b>	<b>61 141</b>	<b>-</b>	<b>2 127 344</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	31/12/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	50 000	50 000
<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
Dépréciations	45 692	50 000
<b>Net</b>	<b>4 308</b>	<b>-</b>

	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9</b>								
Encours bruts	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	45 692	45 692	-	-	50 000	50 000
<b>Net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 308</b>	<b>4 308</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	31/12/2021	31/12/2020
<b>A vue</b>	<b>236 720</b>	<b>191 219</b>
Comptes ordinaires	236 720	191 219
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
<b>A terme</b>	<b>374 316</b>	<b>522 918</b>
Prêts et comptes à terme	366 667	513 424
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	7 649	9 494
<b>Encours bruts</b>	<b>611 036</b>	<b>714 137</b>
Dépréciations	2 538	3 185
<b>Encours nets</b>	<b>608 498</b>	<b>710 951</b>

	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9</b>								
Encours bruts	611 036	-	-	611 036	714 137	-	-	714 137
Dépréciations	2 538	-	-	2 538	3 185	-	-	3 185
<b>Net</b>	<b>608 498</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>608 498</b>	<b>710 951</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>710 951</b>

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public		Secteur privé		Total		Total
	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2021	31/12/2020		
Crédits de trésorerie	-	94 715	241 522	1 074	337 312	198 777	
Comptes à vue débiteurs	-	94 715	120 188	1 074	215 977	182 767	
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-	
Autres crédits de trésorerie	-	-	121 334	-	121 334	16 011	
Crédits à la consommation	-	-	-	2 322	2 322	2 577	
Crédits à l'équipement	400 000	-	390 182	-	790 182	325 234	
Crédits immobiliers	-	-	-	896	896	1 090	
Intérêts courus à recevoir	5 249	-	1 264	-	6 513	605	
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	217 579	
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-	
Autres créances	-	-	803	7 798	8 601	7 477	
<b>Encours bruts</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>633 772</b>	<b>12 090</b>	<b>1 145 826</b>	<b>753 339</b>	
Dépréciations	-	-	7 900	7 678	15 578	14 009	
<b>Encours nets</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>625 872</b>	<b>4 412</b>	<b>1 130 248</b>	<b>739 330</b>	

	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9</b>								
Encours bruts	1 138 148	-	7 678	1 145 826	721 357	25 044	6 938	753 339
Dépréciations	7 900	-	7 678	15 578	7 049	22	6 938	14 009
<b>Net</b>	<b>1 130 248</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 130 248</b>	<b>714 308</b>	<b>25 022</b>	<b>-</b>	<b>739 330</b>

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2021	31/12/2020
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 224	2 224
Créances fiscales	211 714	190 497
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	55 612	50 796
Débiteurs divers	1 043 152	566 323
Comptes de liaison	5 142	11 182
<b>Total</b>	<b>1 317 844</b>	<b>821 022</b>

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2020	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2021
Terrains et constructions	38 903	151	-	39 054
Matériel, outillage et transport	5 986	476	1 030	5 432
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	61 314	2 886	15	64 184
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	530	47	271	306
Droits d'utilisation	78 269	6 982	-	85 251
<b>Total</b>	<b>185 001</b>	<b>10 542</b>	<b>1 317</b>	<b>194 226</b>

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 31/12/2021
Terrains et constructions	23 769	2 271	-	26 040
Matériel, outillage et transport	3 356	758	706	3 408
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	46 118	5 445	15	51 547
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	18 868	6 325	-	25 194
<b>Total</b>	<b>92 111</b>	<b>14 800</b>	<b>722</b>	<b>106 189</b>

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2020	Valeurs nettes au 31/12/2021
Terrains et constructions	15 134	13 014
Matériel, outillage et transport	2 630	2 023
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	15 196	12 637
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	530	306
Droits d'utilisation	59 401	60 057
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>92 890</b>	<b>88 037</b>

Droits d'utilisation	31/12/2020	31/12/2021
<b>Immobilier</b>		
Valeurs brutes	78 269	85 251
Amortissements et dépréciations	18 868	25 194
<b>Valeurs nettes</b>	<b>59 401</b>	<b>60 057</b>
<b>Mobilier</b>		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>59 401</b>	<b>60 057</b>

5.1.9. Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotations de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2021
Valeurs brutes	142 719	33 065	-	-	175 783
Amortissements	84 719	-	-	19 033	103 752
<b>Valeurs nettes</b>	<b>58 000</b>	<b>33 065</b>	<b>-</b>	<b>19 033</b>	<b>72 032</b>

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2020	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Valeur brute</b>	<b>98 235</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98 235</b>
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
CDG Capital Real Estate	9	-	-	-	-	9
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Real Estate	-	-	-	-	-	-

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	72 759	42 524
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		72 759	42 524
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 650 377	4 723 759
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 651 141	1 550 452
Titres de créance émis	5.2.4	2 483 928	1 926 197
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		34 675	45 834
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 917 494	2 524 471
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 755	3 861
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	512 775	-
Capitaux propres		1 193 698	1 190 779
Capitaux propres part du groupe		1 193 698	1 190 779
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		176 749	174 222
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		[1 789]	[7 157]
Résultat net de l'exercice		88 739	93 714
Intérêts minoritaires		-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>15 520 603</b>	<b>12 007 876</b>

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	72 759	-	72 759	-	42 524	-	42 524
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	<b>72 759</b>	-	<b>72 759</b>	-	<b>42 524</b>	-	<b>42 524</b>

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
<b>Comptes ordinaires</b>	-	3 265	281 423	-	284 688	127 684
<b>Valeurs données en pension</b>	2 922 149	316 733	1 006 658	-	4 245 540	1 722 793
- au jour le jour	600 827	-	1 006 658	-	1 607 485	-
- à terme	2 321 322	316 733	-	-	2 638 055	1 722 793
<b>Emprunts de trésorerie</b>	269 000	785 608	-	-	1 054 608	2 809 191
- au jour le jour	-	600 000	-	-	600 000	2 640 000
- à terme	269 000	185 608	-	-	454 608	169 191
<b>Emprunts financiers</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à payer</b>	448	57	45	-	549	479
<b>Autres dettes</b>	-	2 353	-	-	2 353	2 942
<b>Dettes locatives</b>	-	62 638	-	-	62 638	60 669
<b>Total</b>	3 191 597	1 170 654	1 288 126	-	5 650 377	4 723 759
<b>Variation des dettes locatives</b>		31/12/2020	Augmentations	Diminutions		31/12/2021
Dettes locatives		78 269	6 982	-		85 251
Amortissements		17 600	5 012	-		22 612
<b>Valeurs nettes</b>		<b>60 669</b>	<b>1 970</b>	<b>-</b>		<b>62 638</b>

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	574	420 229	433 278	183 894	1 037 976	724 952
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	757 573	-	-	757 573	562 406
Valeurs données en pension	-	548 349	-	-	548 349	-
Autres comptes créditeurs	94 315	1 471	201 279	261	297 326	254 472
Intérêts courus à payer	-	9 917	-	-	9 917	8 622
<b>Total</b>	94 889	1 737 540	634 557	184 155	2 651 141	1 550 452

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
<b>Bons de caisse</b>	-	-	-	-
<b>Titres du marché interbancaire</b>	-	-	-	-
<b>Titres de créances négociables</b>	1 926 197	2 261 000	1 703 268	2 483 928
<b>Emprunts obligataires</b>	-	-	-	-
<b>Autres dettes représentées par un titre</b>	-	-	-	-
<b>Titres subordonnés</b>	-	512 775	-	512 775
à durée déterminée	-	512 775	-	512 775
à durée indéterminée	-	-	-	-
<b>Total</b>	1 926 197	2 773 775	1 703 268	2 996 703

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2020	31/12/2021
Opération diverses sur titres	2 027 635	2 263 911
Sommes dues à l'Etat	99 541	89 427
Clients avances et acomptes	3 522	2 700
Charges à payer	29 843	33 270
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	756 953	135 163
<b>Total</b>	<b>2 917 494</b>	<b>2 524 471</b>

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 861	2 044	2 150	3 755
<b>Total</b>	<b>3 861</b>	<b>2 044</b>	<b>2 150</b>	<b>3 755</b>

Ventilation des provisions	31/12/2020	31/12/2021
Court terme	3 861	3 755
Long terme	-	-
<b>Total</b>	<b>3 861</b>	<b>3 755</b>

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	125 684	122 557
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(140 433)	(145 891)
<b>MARGE D'INTERET</b>		<b>(14 749)</b>	<b>(23 335)</b>
+ Commissions (produits)	6.2	157 511	180 394
- Commissions (charges)	6.2	(7 771)	(8 141)
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>		<b>149 740</b>	<b>172 254</b>
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	103 695	128 518
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	16 015	12 182
+ Produits des autres activités	6.5	140 586	127 674
- Charges des autres activités	6.5	(20 418)	(23 916)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>374 869</b>	<b>393 378</b>
- Charges générales d'exploitation	6.6	(194 516)	(197 539)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(33 833)	(24 805)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>146 520</b>	<b>171 034</b>
Coût du risque	6.8	(854)	(15 716)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>145 666</b>	<b>155 318</b>
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		309	227
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
- Impôt sur les résultats	6.9	(57 237)	(61 831)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	9,54	10,08
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	9,54	10,08

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>RESULTAT NET</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		5 367	(2 708)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts		-	-
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 367</b>	<b>(2 708)</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>94 106</b>	<b>91 006</b>
Dont Part du Groupe		94 106	91 006
Dont Part des minoritaires		-	-

6.1. Marge d'intérêt

	31/12/2021	31/12/2020
Sur opérations avec les établissements de crédits	15 336	28 147
Sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts courus et échus sur titres	68 685	72 004
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 095	1 418
<b>Produits d'intérêt</b>	<b>125 684</b>	<b>122 557</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	28 720	30 932
Sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Sur dettes représentées par titres	54 704	57 562
Sur dettes subordonnées	12 775	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 418	2 096
<b>Charges d'intérêt</b>	<b>140 433</b>	<b>145 891</b>

6.2. Commissions

	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	147 163	6 349	140 814	158 027	4 950	153 078
Prestations et services pour conseils financiers	9 632	-	9 632	21 678	-	21 678
Autres	717	1 422	(705)	690	3 191	(2 502)
<b>Produits et charges nets des commissions</b>	<b>157 511</b>	<b>7 771</b>	<b>149 740</b>	<b>180 394</b>	<b>8 141</b>	<b>172 254</b>

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	182	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	100 300	137 969
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	3 876	(10 043)
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(662)	593
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
<b>Gains ou pertes nets</b>	<b>103 695</b>	<b>128 518</b>

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16 015	12 182
<b>Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>16 015</b>	<b>12 182</b>

6.5. Résultat des autres activités

	31/12/2021	31/12/2020
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	120 167	103 758
<b>Produits et charges nets des autres activités</b>	<b>120 167</b>	<b>103 758</b>

6.6. Charges générales d'exploitation

	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	130 544	126 858
Impôts et taxes	3 263	3 246
Services extérieurs et autres charges	60 709	67 435
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>194 516</b>	<b>197 539</b>

Charges de personnel	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et appointements	56 806	53 405
Primes et indemnités	54 563	56 586
Charges d'assurances sociales, et de retraite	12 591	11 963
Autres charges de personnel	6 584	4 904
<b>Total</b>	<b>130 544</b>	<b>126 858</b>

6.7. Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 800	15 590
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	19 033	13 023
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	(3 808)
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations</b>	<b>33 833</b>	<b>24 805</b>

6.8. Coût du risque

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>5 162</b>	<b>12 010</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	915	4 941
Provisions pour dépréciation des titres	2 203	7 069
Provisions pour risques	2 044	-
<b>Reprises sur provisions</b>	<b>4 308</b>	<b>1 464</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	4 308	-
Provisions pour risques	-	1 464
<b>Variation des provisions</b>	<b>854</b>	<b>10 546</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	5 171
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>854</b>	<b>15 716</b>

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2021	31/12/2020
Charge d'impôts courants	57 585	71 915
Charge d'impôts différés	(348)	(10 084)
<b>Charge d'impôts de la période</b>	<b>57 237</b>	<b>61 831</b>

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat Net Part du Groupe	88 739	93 714
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
<b>Résultat par action en dirhams</b>	<b>9,54</b>	<b>10,08</b>

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2020</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267 935</b>	<b>6 074</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 190 779</b>	<b>-</b>	<b>1 190 779</b>
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(3 766)	-	-	(3 766)	-	(3 766)
<b>Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2021</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>264 169</b>	<b>6 074</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 187 012</b>	<b>-</b>	<b>1 187 012</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(87 420)	-	-	(87 420)	-	(87 420)
<b>Résultat de l'exercice au 31 décembre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>88 739</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>88 739</b>	<b>-</b>	<b>88 739</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	5 367	-	5 367	-	5 367
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 367</b>	<b>-</b>	<b>5 367</b>	<b>-</b>	<b>5 367</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>265 488</b>	<b>11 441</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 193 698</b>	<b>-</b>	<b>1 193 698</b>

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2021	31/12/2020
<b>1 Résultat avant impôts (A)</b>	<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	33 833	24 805
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	595	10 529
5 +/- Dotations nettes aux provisions	(5 300)	(1 464)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	(4 757)	(2 377)
<b>10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)</b>	<b>24 371</b>	<b>31 492</b>
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	1 027 750	1 414 472
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	708 201	(289 610)
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 785 839)	(1 163 282)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(200 445)	(25 105)
15 - Impôts versés	(57 184)	(72 123)
<b>16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)</b>	<b>(307 517)</b>	<b>(135 648)</b>
<b>17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)</b>	<b>(137 170)</b>	<b>51 389</b>
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(42 289)	(36 748)
<b>21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)</b>	<b>(42 289)</b>	<b>(36 748)</b>
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(87 420)	(69 960)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	512 775	-
<b>24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)</b>	<b>425 355</b>	<b>(69 960)</b>
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
<b>26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>245 895</b>	<b>(55 319)</b>

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/2021	31/12/2020
<b>27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>136 561</b>	<b>191 880</b>
28 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	73 027	21 636
29 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	63 535	170 244
<b>30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>382 456</b>	<b>136 561</b>
31 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	430 424	73 027
32 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(47 968)	63 535
<b>33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>245 895</b>	<b>(55 319)</b>

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>1 992 793</b>	<b>62 974</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>284 819</b>	<b>62 309</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	258 208	16 344
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	26 611	45 965
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avais et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 707 974</b>	<b>665</b>
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	1 707 974	665
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>909 438</b>	<b>500 000</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>409 438</b>	<b>-</b>
- Garanties de crédits	409 438	-
- Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Impôts exigibles (IS)	57 585	71 915
Impôts différés	(348)	(10 084)
<b>Total charge fiscale consolidée IFRS</b>	<b>57 237</b>	<b>61 831</b>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts</b>	<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39%	40%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 392	2 650
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charge fiscale recalculée</b>	<b>59 629</b>	<b>64 481</b>
<b>Taux d'impôt légal au Maroc</b>	<b>37%</b>	<b>37%</b>

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2020	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2021
Impôts différés actifs	17 106	(348)	(2 456)	14 302
Impôts différés passifs	-	-	-	-
<b>Impôts différés actifs / passifs</b>	<b>17 106</b>	<b>(348)</b>	<b>(2 456)</b>	<b>14 302</b>

10.3. Datation et événements postérieurs

I. DATATION	
• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2021
• Date d'établissement des états de synthèse :	23 mars 2022
II. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU NÉANT	31/12/2021

**NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE**

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

**NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS**

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

**NOTE 13 : GESTION DES RISQUES**

**1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES**

**1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE**

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

**1.2 RISQUE DE CREDIT**

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

**1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements**

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
  - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la

gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie. CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

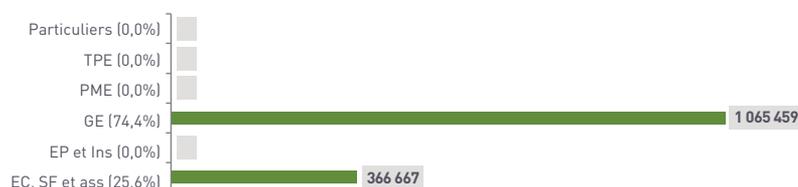
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

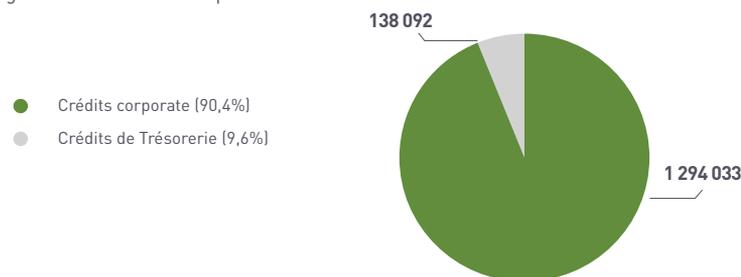
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

**1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit**

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2021 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2021

**1.3 RISQUE DE CONCENTRATION**

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

**1.4 RISQUE PAYS**

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

**1.5 RISQUES DE MARCHE**

**1.5.1 Facteurs de risque**

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

### 1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

### 1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de Value at Risk (VaR) et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

## 1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2021, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 9,74% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2021, avec une moyenne de 192% du l'année et un niveau minimum de 113% en mai 2021.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

## 1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assessment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la

banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

### Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
  - Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
  - Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
  - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationnel Risk Self Assessment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Courant l'année 2021 deux nouveaux processus ont été couverts par cette nouvelle démarche.

### La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

## 1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2021 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Aujourd'hui CDG Capital aspire, courant l'exercice 2022 à la mise en place d'un plan de reprise des activités et à la résilience de ses solutions de continuité.

## 2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

### 2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

**2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES**

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit. A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 62% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 65% sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée en mars d'un montant de 500MDH sur 10ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

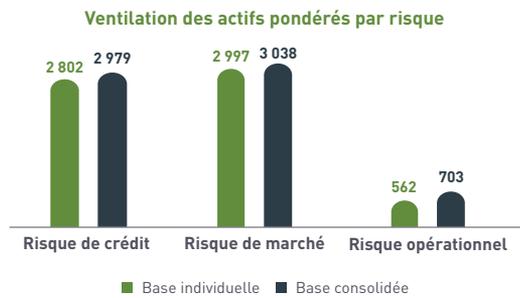
A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 401 Mdhs**, contre **1 433 Mdhs** sur base consolidée.

**2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL**

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

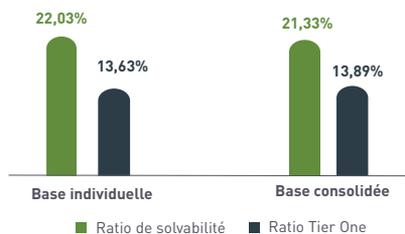
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2021 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



**2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ**

A fin décembre 2021, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



**NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE**

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

**1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

**2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE**

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au

bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ; La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

**3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

**4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

**Deloitte.**

Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage  
La Marina - Casablanca  
Maroc

**mazars**

101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca  
Maroc

**GROUPE CDG CAPITAL**

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 193 698 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 88 739 KMAD.

Cette situation provisoire a été établie par la Direction dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL au 31 décembre 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 25 mars 2022

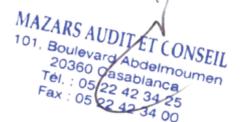
**Les Commissaires aux Comptes**

Deloitte Audit



**Sakina Bensouda-Korachi**  
Associée

Mazars Audit et Conseil



**Taha Ferdaous**  
Associé

Lien vers publications financières : <https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

**BILAN**

A C T I F	31/12/2021	31/12/2020
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>430 418</b>	<b>73 016</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>527 583</b>	<b>658 534</b>
A vue	153 268	135 616
A terme	374 316	522 918
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>1 137 865</b>	<b>745 943</b>
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	339 870	201 506
Crédits et financements participatifs à l'équipement	796 459	325 688
Crédits et financements participatifs immobiliers	896	1 090
Autres crédits et financements participatifs	640	217 660
<b>Créances acquises par affacturage</b>		
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>11 477 989</b>	<b>9 193 348</b>
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 485 862	5 011 471
Autres titres de créance	2 639 426	3 816 420
Titres de propriété	1 331 535	334 039
Certificats de Sukuk	21 166	31 420
<b>Autres actifs</b>	<b>1 167 870</b>	<b>836 748</b>
<b>Titres d'investissement</b>		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>260 633</b>	<b>248 716</b>
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	62 603	50 685
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
<b>Créances subordonnées</b>		
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés</b>		
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>		
<b>Immobilisations données en Ijara</b>		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>70 733</b>	<b>56 983</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14 550</b>	<b>18 540</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>15 087 641</b>	<b>11 831 828</b>

**BILAN**

P A S S I F	31/12/2021	31/12/2020
<b>Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux</b>		
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>5 989 727</b>	<b>4 660 148</b>
A vue	2 896 613	2 767 798
A terme	3 093 114	1 892 349
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>2 668 951</b>	<b>1 566 504</b>
Comptes à vue créditeurs	1 206 950	741 004
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	1 164 675	571 027
Autres comptes créditeurs	297 326	254 472
<b>Dettes envers la clientèle sur produits participatifs</b>		
<b>Titres de créance émis</b>	<b>2 483 928</b>	<b>1 926 197</b>
Titres de créance négociables émis	2 483 928	1 926 197
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
<b>Autres passifs</b>	<b>2 213 039</b>	<b>2 450 399</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>34 277</b>	<b>46 152</b>
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie</b>		
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>512 775</b>	
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus</b>		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>164 822</b>	<b>160 231</b>
<b>Capital</b>	<b>930 000</b>	<b>930 000</b>
<b>Actionnaires Capital non versé (-)</b>		
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>187</b>	<b>396</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>		
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>15 087 641</b>	<b>11 831 828</b>

**HORS BILAN**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>4 920 535</b>	<b>2 217 515</b>
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	286 780	62 932
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 709 013	3 043
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 924 742	2 151 540
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>1 498 005</b>	<b>640 251</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	588 567	140 251
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

**ETAT DES SOLDES DE GESTION**

**I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS**

(EN milliers de DHS)	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	117 972	115 341
- Intérêts et charges assimilées	131 929	138 546
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>(13 957)</b>	<b>(23 205)</b>
+ Commissions perçues	157 511	180 394
- Commissions servies	7 364	8 391
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>150 147</b>	<b>172 003</b>
± Résultat des opérations sur titres de transaction	63 183	101 743
± Résultat des opérations sur titres de placement	32 936	36 427
± Résultat des opérations de change	17 356	15 719
± Résultat des opérations sur produits dérivés	1 120	(4 691)
<b>RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ</b>	<b>114 595</b>	<b>149 197</b>
+ Divers autres produits bancaires	40 182	48 659
- Diverses autres charges bancaires	2 063	2 815
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>288 904</b>	<b>343 840</b>
± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	6 930	4 945
- Autres charges d'exploitation non bancaire	2 475	134
- Charges générales d'exploitation	186 863	180 298
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>106 496</b>	<b>168 353</b>
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(3 574)	5 154
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(11 763)	21 099
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>121 833</b>	<b>142 100</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>(3 800)</b>	<b>(5 953)</b>
- Impôts sur les résultats	28 097	44 346
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)**

**II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	25 000	19 591
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		17 357
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	11 876	
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	259	227
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>102 801</b>	<b>128 521</b>
31 (-) Bénéfices distribués	87 420	219 960
<b>(+) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>15 381</b>	<b>(91 439)</b>

**COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES**

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2021	31/12/2020
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>640 177</b>	<b>736 281</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 336	28 147
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	62 069	66 206
Produits sur titres de propriété	40 182	47 800
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	157 511	180 394
Autres produits bancaires	324 512	392 746
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>351 274</b>	<b>392 444</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	29 251	31 481
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	60 863	51 764
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	219 344	253 895
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>288 904</b>	<b>343 840</b>
Produits d'exploitation non bancaire	6 930	4 945
Charges d'exploitation non bancaire	2 475	134
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>186 863</b>	<b>180 298</b>
Charges de personnel	102 090	101 280
Impôts et taxes	2 406	2 439
Charges externes	46 351	47 002
Autres charges générales d'exploitation	11 015	9 986
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	25 000	19 591
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>1 072</b>	<b>31 240</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	959	
Pertes sur créances irrécouvrables		5 171
Autres dotations aux provisions	113	26 070
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>16 409</b>	<b>4 987</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 533	17
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	11 876	4 971
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>121 833</b>	<b>142 100</b>
Produits non courants	0	3
Charges non courantes	3 800	5 953
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>118 033</b>	<b>136 146</b>
Impôts sur les résultats	28 097	44 346
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

	31/12/2021	31/12/2020
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	599 996	688 481
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	6 671	4 718
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	(338 499)	(392 441)
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(6 275)	(11 261)
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	(161 862)	(160 707)
7 (-) Impôts sur les résultats versés	(28 097)	(44 346)
<b>I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>71 933</b>	<b>84 444</b>
<b>Variation des :</b>		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	130 950	56 821
9 (+) Créances sur la clientèle	(391 923)	(359 361)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(2 284 640)	(1 383 749)
11 (+) Autres actifs	(327 336)	(43 058)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 329 579	1 349 857
14 (+) Dépôts de la clientèle	1 102 447	60 490
15 (+) Titres de créance émis	557 732	211 411
16 (+) Autres passifs	(237 360)	127 985
<b>II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>(120 551)</b>	<b>20 395</b>
<b>III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>(48 618)</b>	<b>104 839</b>
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259	227
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	(11 918)	(2 580)
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(35 083)	(28 935)
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	40 182	47 800
<b>IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(6 560)</b>	<b>16 512</b>
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	512 775	
25 (+) Emission d'actions		150 000
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	(12 775)	
28 (-) Dividendes versés	(87 420)	(219 960)
<b>V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>412 580</b>	<b>(69 960)</b>
<b>VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>357 402</b>	<b>51 391</b>
<b>VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>73 016</b>	<b>21 625</b>
<b>VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>430 418</b>	<b>73 016</b>

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES**

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

**PORTFEUILLE TITRES**

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits	

**CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

**DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

**CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES**

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2021	31/12/2020
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	<b>430 418</b>	<b>16 005</b>	<b>10 353</b>	<b>126 909</b>	<b>583 686</b>	<b>208 632</b>
<b>VALEURS RECUES EN PENSION</b>						
- au jour le jour						
- à terme						
<b>PRETS DE TRESORERIE</b>						<b>113 424</b>
- au jour le jour						
- à terme						113 424
<b>PRETS FINANCIERS</b>		<b>366 667</b>			<b>366 667</b>	<b>400 000</b>
<b>AUTRES CREANCES</b>						
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>		<b>7 649</b>			<b>7 649</b>	<b>9 494</b>
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>430 418</b>	<b>390 321</b>	<b>10 353</b>	<b>126 909</b>	<b>958 001</b>	<b>731 550</b>

**CREANCES SUR LA CLIENTELE**

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Secteur privé Autre clientèle	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
<b>CREDITS DE TRESORERIE</b>		<b>94 715</b>	<b>241 522</b>	<b>1 074</b>	<b>337 312</b>	<b>416 346</b>
- Comptes à vue débiteurs		94 715	120 188	1 074	215 977	400 336
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			121 334		121 334	16 011
<b>CREDITS A LA CONSOMMATION</b>				<b>2 322</b>	<b>2 322</b>	<b>2 577</b>
<b>CREDITS A L'EQUIPEMENT</b>	<b>400 000</b>		<b>390 182</b>		<b>790 182</b>	<b>325 234</b>
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>				<b>896</b>	<b>896</b>	<b>1 090</b>
<b>AUTRES CREDITS</b>			<b>640</b>		<b>640</b>	<b>81</b>
<b>CREANCES ACQUISES PAR AFFECTURAGE</b>						
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	<b>5 249</b>		<b>1 264</b>		<b>6 513</b>	<b>615</b>
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
<b>TOTAL</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>633 609</b>	<b>4 292</b>	<b>1 137 865</b>	<b>745 943</b>

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR**

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b>	<b>9 937</b>		<b>208</b>	<b>14 232</b>	<b>24 377</b>	<b>7</b>
<b>BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES</b>						
<b>OBLIGATIONS</b>						
<b>AUTRES TITRES DE CREANCE</b>						
<b>CERTIFICATS DE SUKUK</b>						
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>9 937</b>		<b>208</b>	<b>14 232</b>	<b>24 377</b>	<b>7</b>
<b>TITRES NON COTES</b>	<b>1 318 679</b>	<b>8 572 554</b>	<b>1 353 244</b>	<b>176 736</b>	<b>11 421 213</b>	<b>9 164 095</b>
<b>BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES</b>		<b>7 477 127</b>			<b>7 477 127</b>	<b>5 004 920</b>
<b>OBLIGATIONS</b>	<b>17 662</b>	<b>1 042 131</b>	<b>14 000</b>	<b>176 736</b>	<b>1 250 529</b>	<b>1 487 223</b>
<b>AUTRES TITRES DE CREANCE</b>	<b>1 301 017</b>	<b>32 131</b>	<b>32 085</b>		<b>1 365 233</b>	<b>2 306 500</b>
<b>CERTIFICATS DE SUKUK</b>		<b>21 166</b>			<b>21 166</b>	<b>31 420</b>
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>			<b>1 307 158</b>		<b>1 307 158</b>	<b>334 032</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 328 617</b>	<b>8 572 554</b>	<b>1 353 451</b>	<b>190 968</b>	<b>11 445 590</b>	<b>9 164 102</b>

\* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>7 477 714</b>	<b>7 762</b>	<b>7 762</b>			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 590 776	6 195	6 195			
OBLIGATIONS	629 842	507	507			
AUTRES TITRES DE CREANCE	235 929	1 028	1 028			
CERTIFICATS DE SUKUK	21 166	32	32			
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TITRES DE PLACEMENT*</b>	<b>4 014 145</b>	<b>3 993 642</b>	<b>2 651 646</b>	<b>8 248</b>	<b>648</b>	<b>45 692</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	886 352	886 864	866 000	633	3	
OBLIGATIONS	666 381	668 540	661 512	5 831	64	45 692
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 129 590	1 129 478	1 124 133	182	292	
TITRES DE PROPRIETE	1 331 823	1 308 761		1 602	288	
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

\* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</b>		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	478 002	99 288
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	<b>689 868</b>	<b>737 460</b>
Sommes dues par l'Etat	206 300	182 565
Débiteurs divers	295 364	391 801
Produit à recevoir	55 494	51 135
Charges constatées d'avance	119	127
Autres comptes	132 592	111 833
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 167 870</b>	<b>836 748</b>

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	31/12/2021	31/12/2020
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</b>		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 027 635	2 263 911
<b>CREDITEURS DIVERS</b>	<b>185 403</b>	<b>186 487</b>
Sommes dues à l'Etat	110 555	117 215
Créditeurs Divers	5 641	5 725
Dettes Fournisseurs	30 617	22 413
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	38 590	41 134
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 213 039</b>	<b>2 450 399</b>

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
<b>Participations dans les entreprises liées</b>					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
<b>Autres titres de participation et emplois assimilés</b>					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 354	1 354
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	49 274
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>					
Autres emplois assimilés	FINANCIER			11 917	11 917
<b>TOTAL PARTICIPATIONS</b>				<b>281 634</b>	<b>260 634</b>
<b>EMPLOIS ASSIMILES</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>281 634</b>	<b>260 634</b>

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>128 601</b>	<b>32 317</b>		<b>160 919</b>	<b>71 618</b>	<b>18 568</b>		<b>90 186</b>	<b>70 733</b>
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	127 739	32 316		160 055	71 618	18 568		90 186	69 869
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	862	1		863					863
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>69 124</b>	<b>2 766</b>	<b>889</b>	<b>71 001</b>	<b>50 584</b>	<b>6 433</b>	<b>566</b>	<b>56 451</b>	<b>14 550</b>
<b>- IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b>	<b>21 247</b>	<b>151</b>		<b>21 399</b>	<b>15 847</b>	<b>1 736</b>		<b>17 582</b>	<b>3 817</b>
Terrain d'exploitation									
Agencement Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 247	151		21 399	15 847	1 736		17 582	3 817
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
<b>- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION</b>	<b>47 876</b>	<b>2 615</b>	<b>889</b>	<b>49 602</b>	<b>34 737</b>	<b>4 697</b>	<b>566</b>	<b>38 869</b>	<b>10 733</b>
Mobilier de bureau d'exploitation	6 415	15		6 430	3 786	499		4 285	2 145
Matériel de bureau d'exploitation	1 145	26		1 170	912	86		997	173
Matériel informatique	37 426	2 124	15	39 535	28 669	3 656	15	32 309	7 225
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 891	450	874	2 467	1 371	457	550	1 277	1 190
Autres matériels d'exploitation									
<b>- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS</b>									
<b>- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT</b>									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
<b>Total</b>	<b>197 725</b>	<b>35 083</b>	<b>889</b>	<b>231 919</b>	<b>122 202</b>	<b>25 000</b>	<b>566</b>	<b>146 636</b>	<b>85 283</b>

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/06/2021	Matériel informatique	15	15				
31/05/2021	Matériel de transport	462	139	324	36	36	
30/11/2021	Matériel de transport	412	412	412	223	223	
<b>TOTAL</b>		<b>889</b>	<b>566</b>	<b>735</b>	<b>259</b>	<b>259</b>	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
<b>COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS</b>		<b>3 265</b>	<b>281 423</b>		<b>284 688</b>	<b>127 684</b>
<b>VALEURS DONNEES EN PENSION</b>	<b>2 922 149</b>	<b>316 733</b>	<b>1 006 658</b>		<b>4 245 540</b>	<b>1 722 793</b>
- au jour le jour	600 827		1 006 658		1 607 485	
- à terme	2 321 322	316 733			2 638 055	1 722 793
<b>EMPRUNTS DE TRESORERIE</b>	<b>269 000</b>	<b>185 608</b>	<b>600 000</b>		<b>1 054 608</b>	<b>2 809 191</b>
- au jour le jour			600 000		600 000	2 640 000
- à terme	269 000	185 608			454 608	169 191
<b>EMPRUNTS FINANCIERS</b>						
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>404 342</b>				<b>404 342</b>	
<b>INTERETS COURUS A PAYER</b>	<b>448</b>	<b>57</b>	<b>45</b>		<b>549</b>	<b>479</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 595 939</b>	<b>505 663</b>	<b>1 888 126</b>		<b>5 989 727</b>	<b>4 660 148</b>

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	574	438 039	433 278	183 894	1 055 785	741 004
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		757 573			757 573	562 406
AUTRES COMPTES CREDITEURS	94 315	549 820	201 279	261	845 675	254 472
INTERETS COURUS A PAYER		9 917			9 917	8 622
<b>TOTAL</b>	<b>94 889</b>	<b>1 755 349</b>	<b>634 557</b>	<b>184 155</b>	<b>2 668 951</b>	<b>1 566 504</b>

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	24/06/2021	23/06/2022	100	1,78%	INFINE	210 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/01/2021	18/01/2022	100	1,81%	INFINE	510 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	08/06/2021	07/06/2022	100	1,78%	INFINE	391 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/09/2021	16/03/2022	100	1,67%	INFINE	215 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/09/2021	14/09/2022	100	1,80%	INFINE	435 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/09/2021	28/03/2022	100	1,70%	INFINE	160 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/09/2021	26/09/2022	100	1,81%	INFINE	340 000			
<b>TOTAL</b>						<b>2 461 000</b>			

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
<b>TOTAL</b>						<b>500 000</b>		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2021
<b>PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :</b>	<b>85 864</b>	<b>6 106</b>	<b>8 988</b>		<b>82 982</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 803	965	225		7 543
Titres de placement	50 004	5 028	8 763		46 269
Titres de participation et emplois assimilés	21 000				21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 057	113			8 170
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :</b>	<b>46 152</b>		<b>11 876</b>		<b>34 277</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	37 733		4 726		33 007
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	8 419		7 150		1 269
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>132 016</b>	<b>6 106</b>	<b>20 863</b>		<b>117 258</b>

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2021	31/12/2020
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>1 995 793</b>	<b>65 974</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>286 780</b>	<b>62 932</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	286 780	62 932
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avais et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 709 013</b>	<b>3 043</b>
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties donnés	1 709 013	3 043
Engagements en souffrance		
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>909 438</b>	<b>500 000</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>409 438</b>	
Garanties de crédits	409 438	
Autres garanties reçues		
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé	0
Valeur nominale des titres	100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Part du capital Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
<b>CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
<b>MR ABDELLATIF ZAGHNOUN</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MME MERIAM MECHAHOURI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR HAMID TAWFIKI</b>	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR NOUAMAN AL AISSAMI</b>	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR KHALID EL HATTAB</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MME LATIFA ECHIHABI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>Total</b>		<b>9 300 000</b>	<b>9 300 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2021
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>160 231</b>			<b>164 822</b>
Réserve légale	58 231		4 590	62 822
Autres réserves	102 000			102 000
<b>Capital</b>	<b>930 000</b>			<b>930 000</b>
Capital appelé	930 000			930 000
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>397</b>		<b>(396)</b>	<b>187</b>
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>91 801</b>		<b>(91 801)</b>	<b>89 936</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 182 429</b>		<b>(4 777)</b>	<b>1 184 945</b>

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 924 742</b>	<b>2 151 540</b>
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 924 742	2 151 540
<b>Engagements reçus</b>	<b>588 567</b>	<b>140 251</b>
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	588 567	140 251

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
<b>Opérations de change à terme</b>			<b>95 922</b>	<b>3 347 930</b>
Devises à recevoir			1 276 694	1 136 187
Dirhams à livrer			(475 701)	181 983
Devises à livrer			(1 514 434)	1 452 541
Dirhams à recevoir			809 363	577 219
<b>Engagements sur produits dérivés</b>			<b>395 939</b>	<b>352 274</b>
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			395 939	352 274
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	246 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 279 283		
<b>Total</b>	<b>3 931 053</b>		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 209 752		
Autres titres	2 407 384		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>Total</b>	<b>7 617 135</b>		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	153 268				366 667	<b>519 934</b>
Créances sur la clientèle	216 662	5	12 515	217 044	685 126	<b>1 131 352</b>
Titres de créance	30 280	287 345	1 035 097	5 596 023	3 165 310	<b>10 114 055</b>
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
<b>TOTAL</b>	<b>400 210</b>	<b>287 350</b>	<b>1 047 612</b>	<b>5 813 067</b>	<b>4 217 103</b>	<b>11 765 341</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 399 574	589 604				<b>5 989 178</b>
Dettes envers la clientèle	2 575 034		84 000			<b>2 659 034</b>
Titres de créance émis	510 000	375 000	1 376 000	200 000		<b>2 461 000</b>
Emprunts subordonnés					500 000	<b>500 000</b>
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
<b>TOTAL</b>	<b>8 484 608</b>	<b>964 604</b>	<b>1 460 000</b>	<b>200 000</b>	<b>500 000</b>	<b>11 609 212</b>

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE\*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
28	5 045 954

\*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dans l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/2021
<b>ACTIF</b>	<b>478 736</b>
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	126 909
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	351 827
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
<b>PASSIF</b>	<b>185 608</b>
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	185 608
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
<b>HORS BILAN</b>	<b>31/12/2021</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 603 373</b>
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 328 045</b>

MARGE D'INTERET

	31/12/2021	31/12/2020
<b>INTERETS PERCUS</b>	<b>117 972</b>	<b>115 341</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	15 336	28 147
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	62 069	66 206
<b>INTERETS SERVIS</b>	<b>131 929</b>	<b>138 546</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	29 251	31 481
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	60 863	51 764

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2021	31/12/2020
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	40 182	47 800
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
<b>TOTAL</b>	<b>40 182</b>	<b>47 800</b>

COMMISSIONS

	31/12/2021	31/12/2020
<b>COMMISSIONS PERCUES</b>	<b>157 511</b>	<b>180 394</b>
Commissions sur Fonctionnement de compte	448	272
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	85 351	105 643
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	9 632	21 678
Autres commissions sur prestations de services	62 080	52 802
<b>COMMISSIONS SERVIS</b>	<b>7 364</b>	<b>8 391</b>
Charges sur moyens de paiement	1 158	1 039
Commissions sur achats et ventes	237	36
Commissions sur droits de garde	5 315	4 710
Autres charges sur prestations	654	2 606

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2021	31/12/2020
<b>PRODUITS</b>	<b>324 512</b>	<b>391 887</b>
Gains sur les titres de transaction	242 408	306 190
Plus value de cession sur titres de placement	33 917	37 420
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	4 455	10 300
Gains sur les produits dérivés	2 702	452
Gains sur les opérations de change	41 031	37 525
<b>CHARGES</b>	<b>209 917</b>	<b>242 689</b>
Pertes sur les titres de transaction	179 225	204 448
Moins value de cession sur titres de placement	408	2 353
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	5 028	8 940
Pertes sur les produits dérivés	1 581	5 142
Pertes sur opérations de change	23 675	21 806
<b>RESULTAT</b>	<b>114 595</b>	<b>149 197</b>

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/2021	31/12/2020
<b>Charges de personnel</b>	<b>102 090</b>	<b>101 280</b>
Rémunérations du personnel	70 479	67 638
Charges sociales	11 137	10 445
Autres charges	20 474	23 197
<b>Impôts et taxes</b>	<b>2 406</b>	<b>2 439</b>
<b>Charges externes</b>	<b>46 351</b>	<b>47 002</b>
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>11 015</b>	<b>9 986</b>
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>25 000</b>	<b>19 591</b>
<b>TOTAL</b>	<b>186 863</b>	<b>180 298</b>

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2021	31/12/2020
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES</b>	<b>105 168</b>	<b>138 851</b>
Autres produits bancaires	324 512	392 746
Autres charges bancaires	219 344	253 895
<b>PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES</b>	<b>4 455</b>	<b>4 811</b>
Produits d'exploitation non bancaires	6 930	4 945
Charges d'exploitation non bancaires	2 475	134
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>1 072</b>	<b>31 240</b>
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>16 409</b>	<b>4 987</b>
<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>	<b>3 800</b>	<b>5 953</b>
Produits non courants		3
Charges non courantes	3 800	5 956

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	288 904	106 496	118 033
- Autres activités			
<b>TOTAL</b>	<b>288 904</b>	<b>106 496</b>	<b>118 033</b>

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	288 904	106 496	118 033
- Autres zones			
<b>TOTAL</b>	<b>288 904</b>	<b>106 496</b>	<b>118 033</b>

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
<b>I - RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>89 936</b>	
Bénéfice net	89 936	
Perte nette		
<b>II - REINTEGRATIONS FISCALES</b>	<b>35 910</b>	
<b>1- Courantes</b>	<b>4 013</b>	
- Charges sur exercices antérieurs	2 646	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	113	
- Charges non déductible	1 117	
- Excédent d'amortissements voitures	138	
<b>2- Non courantes</b>	<b>31 897</b>	
- Impôts sur les sociétés	28 097	
- Contribution à la solidarité	3 800	
<b>III - DEDUCTIONS FISCALES</b>		<b>49 907</b>
<b>1- Courantes</b>		<b>49 907</b>
- Produits des titres de participations et placement		40 182
- Reprise de provisions		9 726
<b>2- Non courantes</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>125 846</b>	<b>49 907</b>
<b>IV - RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	75 938	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
<b>VI - RESULTAT NET FISCAL</b>		
Bénéfice net fiscal (A - C)	75 938	
OU		
Déficit net fiscal (B)		
<b>VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</b>		
<b>VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)  
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2021
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	121 833
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	4 012
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	49 907
Résultat courant théoriquement imposable (=)	75 938
Impôt théorique sur résultat courant (-)	28 097
Résultat courant après impôts (=)	93 736

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2021

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
<b>A- TVA collectée</b>	<b>53 493</b>	<b>168 997</b>	<b>159 608</b>	<b>62 882</b>
<b>B- TVA à récupérer</b>	<b>6 600</b>	<b>16 549</b>	<b>21 138</b>	<b>2 010</b>
Sur charges	4 873	13 709	17 067	1 515
Sur immobilisations	1 727	2 839	4 071	495
<b>C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)</b>	<b>46 893</b>	<b>152 449</b>	<b>138 470</b>	<b>60 872</b>

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants	Montants
<b>A- Origine des résultats affectés</b>		<b>B- Affectation des résultats</b>
Décision de l'AGO du 31/03/2021		
Report à nouveau	396	RESERVES LEGALES
Résultats nets en instance d'affectation		RESERVES FACULTATIVES
Résultat net de l'exercice	91 801	Dividendes
Prélèvements sur les bénéfices		RAN
Autres prélèvements		
Réserves facultatives		
<b>TOTALA</b>	<b>92 197</b>	<b>TOTALB</b>
		<b>92 197</b>

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	160	158
Effectifs utilisés	160	158
Effectifs équivalent plein temps	160	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	160	158
Cadres (équivalent plein temps)	155	153
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION	
Date de clôture (1)	31-déc.-2021
Date d'établissement des états de synthèse (2)	23-mars-2022

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes 31/12/2021	Montants en milliers de DH 31/12/2021
<b>Titres dont l'établissement est dépositaire</b>	<b>544</b>	<b>116 654 044</b>
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 543 429
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	62	65 127 422
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	479	48 983 192
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/2021	31/12/2020
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2021	31/12/2020
Comptes courants	422	414
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 981	1 980
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	14	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	10	13
<b>TOTAL</b>	<b>2 427</b>	<b>2 418</b>

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE



Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage  
La Marina - Casablanca  
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca  
Maroc

CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2021. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 697 720 KMAD, dont un bénéfice net de 89 936 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 23 mars 2022 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi  
Associée

Mazars Audit et Conseil



Taha Ferdaous  
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

# CDG CAPITAL

Tour Mamounia,  
Place Moulay El Hassan,  
Rabat - Maroc  
Tél. : 05 37 66 52 52  
Fax : 05 37 66 52 00  
E-mail : [comfin@cdgcapital.ma](mailto:comfin@cdgcapital.ma)  
[www.cdgcapital.ma](http://www.cdgcapital.ma)